

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Contribution aux débats · CN des 17 & 18 mars 2026

Dès septembre 2020, Ugo Palheta affirmait dans la revue “Contretemps” que si son ascension “s’opère sur fond de crise structurelle du capitalisme, d’instabilité économique, de frustrations populaires, d’approfondissement des antagonismes sociaux (de classe, de race et de genre) et de panique identitaire, le fascisme n’est à l’ordre du jour que lorsque la crise politique atteint un tel niveau d’intensité qu’elle devient insurmontable dans le cadre des formes établies de la domination politique”.

La réalité du fascisme désormais fortement installée à travers le monde mène à un affrontement débridé de différents impérialismes tous aussi mortifères les uns que les autres. En France, l’hypothèse fasciste ne cesse de s’affirmer comme un risque crédible favorisée par la porosité avec certains partis de droite.

L’urgence d’enrayer ce scénario délétère s’impose à tou·tes celles et ceux qui ont à cœur un avenir soutenable pour la planète et pour les peuples qui l’habitent. La solennité du moment devrait être la boussole des acteurs et actrices des scénarii qui permettraient une bifurcation hors de cette spirale. C’est dans ce sens que nous défendons, comme dans nos précédentes contributions, la nécessité absolue d’un front social et politique des forces progressistes. Mais la gauche politique n’est pas à la hauteur de la nécessité d’union que la période exige.

Il nous semble donc indispensable que la gauche sociale, entendue ici comme l’ensemble des collectifs, associations et organisations syndicales faisant du combat contre les idées et pratiques de l’extrême-droite une de leurs références, s’organise en un front qui serait à même d’obliger les politiques.

Dans cette perspective, le rôle central serait tenu par un syndicalisme porteur d’une farouche volonté de construire et de participer à l’unité dans tous ses champs d’action.

C’est là tout l’enjeu de la période à venir : viser résolument l’unité, et poursuivre notre campagne de terrain avec conviction pour partout y faire progresser la nécessité de faire collectif.



FACE AUX IMPÉRIALISMES, RÉAFFIRMER LE DROIT ET LA PAIX



À l'international, Donald Trump sidère le monde. Après avoir attaqué le Venezuela, enlevé son président, menacé la plupart des pays d'Amérique latine, soutenu et armé Israël pour lui permettre de mener à bien sa politique coloniale et génocidaire, c'est à présent sur le terrain du Moyen-Orient que les États-Unis continuent de bafouer le droit international et tentent d'imposer leur domination par la violence.

Ce qui sous-tend cette politique est une volonté débridée de recomposer en leur faveur les sphères d'influence des impérialismes dominants (celui des États-Unis, bien sûr, et celui de la Chine). À cette fin, la force militaire brutale apparaît comme étant le seul outil régissant l'ordre mondial. Toute opposition, toute résistance est niée, moquée, insultée et dans la mesure du possible, éliminée.

Face à cette violence débridée, rares sont les voix qui osent s'élever pour défendre la prépondérance du droit international. Pedro Sanchez, Premier ministre espagnol, a adopté cette position derrière le slogan pacifiste: "Non à la guerre !" Il a condamné à plusieurs reprises l'agression de l'Iran par les États-Unis, dénoncé les violations du droit international, mais a également empêché l'utilisation par l'armée américaine des bases militaires communes pour leurs opérations, ce qui a amené Trump à menacer l'Espagne de représailles commerciales drastiques. Mais cette réaction demeure isolée. La plupart des gouvernements ont pris des positions au mieux timides, au pire prenant part à ces remises en causes successives du droit international. En France, Macron a réprouvé timidement les attaques israélo-américaines, sans pour autant les condamner, et préférant condamner les attaques de l'Iran contre les intérêts américains dans les pays du Golfe Persique et en Jordanie, quand, son ministre des affaires étrangères demandait la démission de Francesca Albanese, rapporteure spéciale des Nations-Unies sur les territoires palestiniens occupés, sur la base de propos qu'elle n'avait pas tenus.

Devant la défection des politiques en place, il est de première importance de faire entendre l'exigence des principes du droit international et de la revendication de l'arrêt des guerres. Mais aussi d'œuvrer à la légitimation de ces idées. Tout au long de son histoire, le mouvement syndical a su prendre cette responsabilité. Dans de nombreux pays, le soutien des syndicats aux mouvements pacifistes, antimilitaristes a largement contribué à la libération d'oppressions à l'œuvre. En France aussi, de Léon Jouhaux aux dockers de Fos-sur-Mer refusant de charger des composants militaires à destination d'Israël, les organisations syndicales sont des rouages essentiels dans la défense de la paix. À ce titre, nos organisations doivent continuer de militer activement au sein des collectifs antiguerre, et populariser ces idées auprès des personnels des écoles afin de contribuer à leur développement.

POUR ADHÉRER À

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE



FAIRE FRONT POUR LA JUSTICE SOCIALE

En France, le traitement politique et médiatique de la mort à Lyon d'un militant néo-fasciste lors d'une rixe vient parachever l'œuvre de dédramatisation de l'extrême-droite et de mise en accusation de la gauche "radicale", mise au banc de "l'arc républicain". Invisibilisé·es les 59 mort·es de la violence des militants d'extrême droite depuis la fin des années 80. Masqués le nazisme et l'antisémitisme de celui à qui l'Assemblée nationale a rendu hommage. Dressée en ennemi public numéro 1, la lutte anti-fasciste, et au-delà toute volonté de transformation sociale.

Car c'est au final bien de cela qu'il s'agit. Délégitimer toute perspective de transformation égalitaire et émancipatrice.

Les débats lors des discussions sur le projet de loi de finance 2026 avaient mis sur le devant de la scène la nécessaire contribution des plus riches et le niveau intolérable des inégalités fiscales. Les mouvements sociaux, dont celui sur les retraites, légitiment depuis des années une juste répartition des richesses dans un contexte de crise écologique et de finitude des ressources. Mais plutôt que de s'attaquer au régime général des inégalités, le Capital préfère l'orientation fasciste. Des milliardaires par l'intermédiaire de leurs médias acculturent la société française aux idées d'extrême-droite. La porte-parole du gouvernement fait rentrer le RN dans l'arc républicain pour en exclure LFI. Tous et toutes s'affairent à disqualifier les solidarités et la lutte contre les dominations en instruisant depuis plusieurs années un procès en wokisme contre les idées de gauche. Face à l'acharnement du capitalisme à maintenir sa domination sur la population, il est urgent de déconstruire ses discours, en particulier sur le terrain des luttes sociales.

Les inégalités sociales et les dominations subies sont constitutives de la montée de l'extrême-droite. Pour reprendre les propos de Félicien Faury "*le vote RN est une politisation raciste de difficultés sociales*". Celles-ci ne se limitent pas à une inégale répartition des richesses. Elles sont durement vécues dans le rapport au travail, quand celui-ci devient de plus en plus violent du fait d'un management de plus en plus brutal, de son intensification et de la fragilisation de collectifs de travail de moins en moins perçus comme ressource.

Elles sont aussi vécues dans le champ scolaire. L'augmentation d'inégalités scolaires socialement déterminées, les mécanismes de hiérarchisation des parcours scolaires sont des mécanismes profonds de fabrication de l'exclusion et de la défiance, renforçant l'adhésion à l'extrême-droite d'une partie de la population. Félicien Faury pointe ainsi "*les trajectoires scolaires souvent heurtées, relativement courtes, vécues difficilement*", d'une partie importante de l'électorat RN.

La tâche du mouvement social est là, y compris dans notre champ : convaincre largement qu'une matrice égalitaire de notre société est possible, et qu'elle aura pour fondement la lutte contre toutes les dominations, qu'elles soient de classe, de race ou de genre.

Il revient donc au front social de continuer à mener la bataille pour la justice sociale, qui inclut la justice scolaire, mais de le faire avec une ambition unitaire et une ampleur suffisante pour obliger le politique à revenir sur ce terrain. Cela définit donc la nécessité de construire des appels unitaires, mais aussi des mobilisations sur ces questions, et en particulier en ayant en ligne de mire les perspectives des prochains débats budgétaires.

L'exemple des mobilisations féministes du 8 mars qui, avec plus de 200 000 manifestant·es, vient montrer comment le mouvement social, quand il prend ses responsabilités, est en capacité d'agréger largement, d'enrayer les spirales de désunion et défendre les alternatives émancipatrices face à la violence masculiniste et patriarcale.



NOTRE CAMPAGNE DE TERRAIN, ENTRE OBJECTIF D'UNITÉ ET D'EMPOUVOIREMENT

Ces objectifs ne sont pas un à-côté de la campagne de terrain dans laquelle la FSU-SNUipp s'est engagée. L'École souffre à la fois d'un sous-investissement chronique et de politiques éducatives qui visent l'exacerbation des inégalités scolaires, la relégation d'une part conséquente de la population scolaire à une école et des parcours dévalorisés. La formation et l'émancipation de futur·es citoyen·nes pour construire une autre société n'est plus à l'ordre du jour. Ce renoncement démocratique s'accompagne d'une dégradation des conditions d'exercice des métiers de l'éducation où les expertises professionnelles sont niées et soumises aux injonctions d'une hiérarchie de plus en plus violente et où la sur individualisation fait perdre le sens du service public d'éducation. Cette fabrique inégalitaire, cet isolement et cet assujettissement professionnel sont tout autant un moteur de dégradation du système éducatif qu'une machine à faire voter pour l'extrême-droite.

Notre outil pour enrayer le pire, ce sont les mobilisations. Mais force est de constater que ni les dernières enquêtes et pétitions numériques ni les grèves n'ont connu des investissements suffisants dans la durée pour construire des rapports de force de haut niveau.

Évidemment, nous ne ferons pas sans les personnels de l'Éducation. Nous ne ferons pas sans les usager·ères de l'École. Plus qu'être le porte-parole d'une profession de plus en plus plurielle, il s'agit d'être l'outil de son organisation. C'est en ce sens que la campagne de terrain que mène la FSU-SNUipp poursuit l'objectif de constituer des collectifs locaux, qui seront sur leur terrain une source de renforcement de la lutte contre les vagues brunes et libérales. Collectifs locaux constitués autour de luttes diverses locales (carte scolaire, remplacement, oppositions aux pilotages de proximité, actions de solidarité ...) ou autour de débats sur l'état de l'École et les préoccupations des collègues, mais dans lesquels nous œuvrerons à l'élargissement des préoccupations pour légitimer une perception plus politique des évolutions du système éducatif, et la nécessité d'une mobilisation de très grande ampleur porteuses de transformations radicales.

L'enjeu est une réaffirmation collective de la nécessité de transformer notre système scolaire autour de la lutte contre toutes les formes de discriminations et de dominations. C'est vers ces objectifs à poursuivre pour l'école que les moyens doivent être dirigés. Cela permettra en particulier d'inscrire notre action dans des objectifs qui peuvent être partagés, et donc dans un cadre unitaire très large.

Ce travail de conviction devrait permettre de créer les conditions de la mobilisation, dans un premier temps pour exiger des moyens pour l'École lors de la prochaine discussion budgétaire, puis d'obtenir de nouvelles politiques éducatives à la suite des prochaines élections présidentielles.



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

c'est aussi une revue et un site internet

ecoleemancipee.org

